INTRODUCTORY SESSION
Current French work

The need for a policy in the field of post accident management

Bruno Verhaeghe, Autorité de Sûreté Nucléaire

The organisation of public authorities in case of incident or accident is prescribed by a set of regulatory documents dealing with nuclear safety, radiation protection, public order, civil security and emergency plans. The Law n°2004-811 of 13th August 2004 and the decree n° 2005 – 1158 of 13th September 2005 make provision for off-site plans to be carried out for some basic nuclear installations. The decree states that exercises to implement off-site plans must be carried out with a minimum frequency of 5 years.

In France, 26 nuclear sites perform civil security exercises with a frequency of about 3 years. Each year, about 10 nuclear of radiological emergency exercises involve the local and national emergency organisations, of which one exercise involves the transport of radioactive material.

The exercises involve hundreds of actors. They allow to test, or the aspect related to technical evaluation and decision making, or the implementation of significant actions involving populations. Some exercises include a simulated media pressure aiming at verifying the coherence of the messages of the various spoke persons.

Realistic scenarios involve the utilities and allow to verify the information, the warning of public authorities. These exercises are played on the constrained period of 8 hours and mainly deal with the emergency phase. In most of the cases, protection actions of the population are decided by the prefect on the basis of mathematical simulations originating from expert teams. At the end of the exercise, the prefect decides sometimes protective measures which consist, for example, in the ban of trade of foodstuff. Therefore, the constrained kinetic of the exercise doesn't allow to simulate the following phases.

Some exercises more especially dealt on the post-accident phase (Belleville 2005, Chinon 2006, table top exercise INEX 3 FR). In particular the international INEX 3 FR showed all the importance of the problem, the implication of a large number of actors and the need for a good coordination.

I will only use 2 illustrative examples :

- Is it necessary to harvest contaminated crops to ensure their interim storage and avoid the leaching of the contamination by the rain ? Farmers do not want to get exposed to radiation and harvest crops that are unsuitable for trade. The Agro-industry channel wishes to avoid a disrepute on the distributed food products.
- Verify the non contamination of crops located in a rather remote place from the impacted zone and the set up of rather low clearance levels lead to implement an important number of laboratory measurements institutes do not have the capacity to perform in a short time..

In conclusion it appears necessary to perform a larger number of exercises on this topic, stressing that these exercises are mainly aimed at testing a preset policy in verifying the compliance with pre-established objectives.

SESSION INTRODUCTIVE
Travaux français en cours

La nécessité d'une doctrine dans le domaine post-accidentel nucléaire

B. Verhaeghe, Autorité de Sûreté Nucléaire

L'organisation des pouvoirs publics en cas d'incident ou d'accident nucléaire est fixée par un ensemble de textes juridiques relatifs à la sûreté nucléaire, la radioprotection, l'ordre public, la sécurité civile et les plans d'urgence. La loi n° 2004-811 du 13 août 2004 et le décret n° 2005 – 1158 du 13 septembre 2005 prévoient que des plans particuliers d'intervention soient réalisés pour certaines installations nucléaires de base. Le décret précise que des exercices de mise en œuvre des plans particuliers d'intervention soient réalisés selon une périodicité maximale de cinq ans.

En France, 26 sites nucléaires civils font l'objet d'un exercice selon une périodicité de l'ordre de 3 ans. Chaque année, environ dix exercices d'urgence nucléaire et radiologique mettent en œuvre l'organisation nationale et locale de crise dont un exercice annuel de transport de matières radioactives.

Les exercices font participer plusieurs centaines d'acteurs. Ils permettent de tester soit les aspects relatifs à l'évaluation technique et à la prise de décision, soit la mise en œuvre des actions significatives impliquant la population. Certains exercices font l'objet d'une pression médiatique destinée à vérifier la cohérence des messages des différents porte-parole.

Les scénarios réalistes impliquent les exploitants et permettent de vérifier l'information et l'alerte des pouvoirs publics. Ces exercices se jouent sur une période contrainte de 8 heures et concernent principalement la phase d'urgence. Dans la plupart des cas, les actions de protection de la population sont décidées par le préfet à partir de simulations mathématiques provenant des équipes d'expertise. En fin d'exercice, lors de la phase transitoire, le préfet prend quelques fois des décisions conservatoires pour interdire, par exemple, la consommation et la commercialisation de denrées alimentaires. Ainsi, la cinétique contrainte d'un exercice ne permet pas de simuler les phases suivantes.

Certains exercices ont porté plus particulièrement sur la phase post-accidentelle (Belleville 2005, Chinon 2006, exercice sur table INEX 3 FR). En particulier l'exercice international INEX 3 FR a montré toute l'importance de la problématique, l'implication d'un grand nombre d'acteurs et la nécessité d'une bonne coordination. Je ne prendrai que deux exemples illustratifs:

- Faut-il récolter les cultures contaminées pour assurer leur entreposage et éviter un lessivage de la contamination par les eaux de pluie ? Les agriculteurs ne souhaitent pas s'exposer et récolter des produits « invendables ». La filière agroalimentaire souhaite éviter un discrédit sur les produits distribués.
- Vérifier la non contamination de produits relativement éloignés de la zone impactée et la fixation de faibles seuils libératoires conduit à pratiquer un nombre de mesures important que les laboratoires et instituts n'ont pas la capacité de réaliser dans un laps de temps court.

En conclusion, il apparaît nécessaire de réaliser un plus grand nombre d'exercices sur cette thématique en soulignant que les exercices sont destinés essentiellement à tester une doctrine pressentie en vérifiant le respect d'objectifs préalablement établis.